

PUBLIE LE - 4 JUIL. 2025

**CREDIT MUNICIPAL DE ROUEN
CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE
SEANCE DU 27 JUIN 2025**

**4-1/4-2 - PRESTATIONS NECESSAIRE A LA POURSUITE DE
L'ACTIVITE ET LA CLOTURE DES COMPTES 2024**

Rapporteur : M.de Montchalain en l'absence du directeur général

Mesdames, Messieurs,

Le directeur général de l'EGECMR a indiqué « qu'après discussion avec nos commissaires aux comptes de la difficulté devant laquelle nous nous trouvons, ceux-ci considèrent qu'un accompagnement par un expert-comptable confirmé est nécessaire. Ils indiquent qu'une clôture reportée à novembre serait déjà une belle réussite ».

Le budget prévu pour le fonctionnement du CMR ne nous permet pas de lancer cette mission.

Il est donc proposé au COS de valider le principe d'une mission d'expertise comptable dont la mise en concurrence sera limitée à 3 devis (car budget attendu en dessous de 40 k€ HT).

Par ailleurs, le départ de M Lalahe en janvier a causé un manque de capacité de travail pour le CMR.

La situation du CMR étant incertaine, il est proposé de recourir à des vacations, cette solution étant plus réaliste, efficiente et rapidement mobilisable qu'une prestation d'interim car les 2 vacataires qui intervenaient comme responsable administratif et financier jusqu'au 19 mai sont des professionnels de la comptabilité publique, ce qui sera difficile à garantir en passant par la voie de l'interim, formés sur le logiciel du CMR et autonomes.

Ils seront également un relai indispensable pour le cabinet d'expertise comptable.

Ils acceptent d'intervenir sous réserve de relations de travail correctes avec leur interlocuteur hiérarchique au vu de l'historique de leur relation avec le directeur général et pourront notamment résorber en priorité le stock de factures non traitées accumulées depuis leur départ.

RECRUTEMENT DE VACATAIRES ET DETERMINATION D'UN TAUX DE VACATION

Il est rappelé au Conseil que conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'organe délibérant doit mentionner le poste ou les activités et le niveau de rémunération auquel il habilite l'autorité territoriale à recruter et la nature permanente ou non de celui-ci.

En l'espèce, il est nécessaire de prévoir des modalités permettant d'assurer la prise en charge des activités ponctuelles et non continues dans le temps, liées à l'organisation d'une continuité de service de l'EGECMR en

voie d'extinction, sur le plan comptable et administratif. Les missions consisteront notamment à assurer les opérations comptables résiduelles, à préparer la dissolution (résiliation contrats..), à alimenter en données le cabinet d'expert-comptable qui gèrera la clôture des comptes et le commissaire aux comptes, assurer la gestion administrative et patrimoniale résiduelle.

Cette activité ne peut être pourvue dans le cadre d'un poste permanent, dans un contexte de décroissance continue de l'activité et d'incertitudes liées à la date effective de la dissolution qui devrait intervenir dans le courant du second semestre. L'activité entreprise constitue une tâche spécifique, discontinue dans le temps et rémunérée à l'acte.

Il conviendra ainsi de recruter un ou des personnels vacataires de manière à assurer cette gestion. Conformément à la jurisprudence administrative, les intéressés devront être rémunérés à l'acte. Il appartient donc à l'organe délibérant de déterminer un taux de vacation.

Un recrutement en activité accessoire sera privilégié qui, pour mémoire, n'est soumise à aucune cotisation sociale à l'exception de la CSG, CRDS, RAFP et de la cotisation du Centre de Gestion (en application de l'article D 171-11 du code de la sécurité sociale). Une autorisation sera alors sollicitée auprès de l'employeur principal.

Considérant la nécessité d'avoir recours à un cabinet d'expert-comptable pour la clôture des comptes et à des vacations pour les missions de gestion quotidienne, le Conseil d'Orientation et de Surveillance décide :

Article 1 :

D'autoriser le Vice-Président à recruter deux vacataires du 07/07/2025 au 31/12/2025 pour exercer les missions de gestion comptable et administrative.

Article 2 :

De fixer le taux de vacation, conformément au cadre posé dans la délibération de décembre 2024 chaque vacation équivalant à 1h30 de travail :

- à 40,50 € bruts

Article 3 :

D'autoriser le recours à un cabinet d'expertise comptable pour la clôture des comptes un montant inférieur à 40K€ HT

Article 4

D'inscrire les crédits nécessaires au budget ;

Pour : 5 (N. MAYER-ROSSIGNOL représenté par M. DE MONTCHALIN ; M. DE MONTCHALIN, J. DE BEIR ; J.-L. SCHROEDER ; T. MASSON représenté par J. DE BEIR)

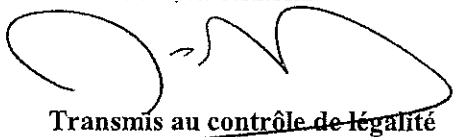
Contre : 0

Abstention : 1 (F. RENON)

Pour extrait conforme :

Le Vice-Président

M. de MONTCHALIN



Transmis au contrôle de légalité

Annexe 8 : Bordereau de dépôt de documents valant accusé de réception



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE
EXEMPLAIRE


**BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION ***

COLLECTIVITÉ Caisse de crédit municipal de Rouen	DATE D'ENVOI : - 1 JUIL. 2025
---	---

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte (n° délib ou AR, DC, CO ... + N° + Date)	Observations éventuelles de pré- contrôle de légalité
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : validation du PV du COS du 14 décembre 2024	Délibération n° 1 du COS du 27/06/2025	
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : prolongation des missions de vacation dans le cadre du déport du directeur général	Délibération n° 3 du COS du 27/06/2025	
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : décision modificative n° 1	Délibération n° 4 du COS du 27/06/2025	
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : prestations nécessaires à la poursuite de l'activité et la clôture des comptes 2024	Délibération n° 4-1 et 4-2 du COS du 27/06/2025	
Délibération du conseil d'orientation et de surveillance : placement	Délibération n° 6 du COS du 27/06/2025	

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

01 JUL 2025



CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

ACCUEIL GENERAL
ARRIVE LE

01 JUL. 2025

HOTEL DIEU - SCG76
PREFECTURE SEINE-MARITIME

** seuls les documents répondant à l'obligation de transmission doivent être communiqués à la préfecture*